

Paris, le 3 Mars 1890

Legation de Suisse

en

France.

Encirculation
H. M. 902.30
Monsieur le Conseiller fédéral

L'opinion publique française suit avec un intérêt passionné la question de la conférence ouvrière de Berlin, non à cause de cette conférence même qui intéresse peu les classes laborieuses & le clan socialiste français, s'il faut s'en rapporter aux déclarations des chefs de ce parti à Paris, mais à cause de la lutte engagée entre l'Empereur & le Chancelier.

Voici, d'une source que j'ai toujours trouvée parfaitement renseignée, mais que j'ai le devoir de ne pas indiquer, quelle serait la situation à cet égard :

" Le Chancelier désapprouve absolument l'attitude de l'Empereur dans l'affaire des résolutions de la Conférence ouvrière. Il est incertain qu'il y ait eu réconciliation entre eux. Le Chancelier ne reste en fonctions que pour contrecarrer l'Empereur et faire échouer ses projets. — Il se prépare une

Monsieur

Monsieur Droz, Conseiller fédéral

Chef du Département des affaires étrangères.

Berne

15



„ coalition formidable d'amieus conservateurs, de militaires, de
 „ mécontents, de vaincus de toutes sortes, y compris les plus hauts
 „ placés, dans le but de précipiter la chute du Chancelier. —
 „ Quant au Comte Herbert, il ne restera pas en fonctions une demi-
 „ heure après la chute de son père “.

Tel est le résumé authentique de la situation, d'après mon
 interlocuteur, dont la source est si haute que j'avais le devoir de
 vous en faire part, malgré ce que ces déclarations ont d'absolu
 et pourtant de suspect.

Le gouvernement britannique se dit après satisfait de la situation
 en Bulgarie. Le fait que la Russie n'élève de la principauté, et
 des titres divers, environ 10 millions de francs, implique l'abandon
 de l'espoir du rétablissement de l'influence russe; on se contente à St.
 Pétersbourg d'une compensation financière qui, paraît-il, n'est pas
 à dédaigner dans l'état actuel du trésor russe. C'est, en d'autres termes,

un signe pacifique. — Un autre signe pacifique est le refus du Gouvernement russe de consentir à ce que la Banque de Paris lui prête une centaine de millions en sus de la dernière opération de conversion de rente russe ; ce n'est pas la Banque de Paris, c'est la Russie qui a refusé un emprunt. —

On n'a pas de nouvelles officielles de la prétendue alliance russo-serbe qu'aurait négociée à Pétersbourg M^r Patitch, le Président de la Douptshina serbe. — On continue à surveiller de près l'île de Crète & les navires anglais font la police de la contrebande de guerre entre la Grèce & l'île ; on espère toujours que M^r Tricoupis, qui est opposé actuellement à une action militaire, sera maître de la situation, mais on est loin de compter sur le bon sens d'un certain nombre de politiciens crétois qui, malgré la certitude d'une défaite & malgré l'avis qu'ils ne doivent pas soutenir, ont toujours l'intention de faire appel aux armes au printemps. — De côté donc, la situation reste à surveiller.

Quant à la situation ministérielle du Cabinet Tirard, telle qu'elle

résultat de la démission subite de M^r Costant, et de son remplacement immédiat
 par M^r Bourgeois, je ne puis qu'une que répéter ce que contenaient
 mes deux rapports aux contrabandiers de Mercredi & de Vendredi derniers;
 d'une part, chacun trouve que le Cabinet ne gouverne pas, n'est pas
 véritablement à la tête des Républicains, ne porte pas haut & ferme leur
 drapeau & s'effondrerait en cas d'événements graves; d'autre part, je le répète,
 tous les groupes craignent vaguement de renverser un Cabinet dont aucun n'est
 enthousiaste, mais qu'il faudrait de voir remplacé par un autre; les libéraux
 de toute nuance sont pour M^r Tirard; les radicaux craignent M^r Méline qui s'affaiblirait
 M^m. Ribot, Poincaré & consorts et qui a de nombreux amis ou camarades de protectionnisme
 dans la droite; M^r Bourgeois est d'ailleurs un des leurs, officiellement tout au moins;
 j'ajouterai que M^r Bourgeois est un homme fort intelligent, remarquablement bon,
 absolument au courant des affaires du Ministère de l'Intérieur ad il a été directeur des
 affaires départementales & communales après avoir été préfet en province & préfet de Police
 à Paris avant d'être sous-secrétaire d'Etat; il en donne à une foule de points de vue the right
 man at the right place. — En résumé, M^r Tirard a eu tort de ne pas donner, après les
 élections, la grâce sincère que M^r Costant lui demandait; on doit toujours se débarrasser
 le plus tôt possible de compagnons de route tarés, sauf due récompense.

après, l'assurance de ma haute considération

Daddy